

Ecrit par le 2 juillet 2026

## **Banque de France : une nouvelle succursale à Montfavet et le départ d'une Directrice Départementale « loyale, juste et exigeante »**



Départ de [Christine Gord](#) d'un côté, nouveau départ pour l'établissement bancaire installé en Vaucluse depuis 1850, de l'autre. Ce double événement s'est traduit ce lundi 29 juin par une cérémonie au 406 Route de l'Aérodrome, là où se dresse le bâtiment flambant-neuf de la [Banque de France](#).

Après avoir trôné sur l'emblématique Place de l'Horloge, l'Hôtel particulier Calvet de Palun jusqu'en

Ecrit par le 2 juillet 2026

2010, le siège historique a été remodelé, les coffres-forts blindés éparpillés façon puzzle pour laisser théoriquement la place à un futur site dédié à l'hôtellerie-restauration de luxe avec une terrasse somptueuse à l'étage. Mais de mésaventure en mésaventure, seule une brasserie avec oenothèque et école des vins est opérationnelle aujourd'hui, la justice en charge d'un dossier qui traîne en longueur depuis une décennie...

Dans un premier temps, la Banque de France avait quitté le centre historique intra-muros pour migrer à Avignon Sud, sur le site d'Agroparc. Avec un bâtiment de 2 500m<sup>2</sup>, un autre de 11 50m<sup>2</sup>, parking et ascenseur au milieu des vignes sur une parcelle de 8 000m<sup>2</sup>. Un site finalement jugé trop grand qui avait débouché sur la décision d'une autre implantation, plus ramassée, inaugurée hier.

### Un cadre de travail amélioré

Lundi 29 juin, en présence du Préfet de Vaucluse [Thierry Suquet](#), du Directeur Départemental des Finances Publiques [Michel Laffitte](#), du patron de la Police Nationale de Vaucluse [Emmanuel Desjars de Keranrouë](#), de la directrice générale de Vaucluse Provence Attractivité (VPA) [Cathy Fermanian](#), du Président de la CPME 84, désormais rebaptisée 'Les Entrepreneurs', [Denis Duchêne](#), la cérémonie s'est déroulée entre émotion et pragmatisme.

[Denis Beau](#), le 1er sous-gouverneur de la Banque de France, a fait l'historique de la présence de cet établissement de renom sur l'ensemble du territoire, créé en 1800 par Napoléon dont une succursale existe dans chacun des départements français, « Ce qui l'ancre dans l'économie locale. Le Vaucluse bénéficie de deux autres implantations, à Orange et Carpentras. Ici, depuis le mois de mars travaillent 23 collaborateurs dans des locaux adaptés, fonctionnels, partagés, ouverts au public, qui facilitent la fluidité, la cohésion du personnel et la transversalité. Le cadre de travail a été amélioré, avec végétalisation et climatisation, un bâtiment classé haute performance environnementale. »

Écrit par le 2 juillet 2026



La façade de la nouvelle succursale à Montfavet. ©Andrée Brunetti / L'Echo du Mardi

## Le départ de la directrice départementale

Dans le Vaucluse, un département où le taux de pauvreté flirte avec les 20%, où on gère par exemple 277 000 dossiers de surendettement par an, l'humain occupe une place à part. Christine Gord, la Directrice Départementale qui fera valoir ses droits à la retraite le 13 juillet, l'a toujours pris en compte depuis le début de sa carrière en 1984 à Lyon. Denis Beau a d'ailleurs salué « son exigence élevée mais juste, sa loyauté, son attention sincère portée aux autres, les hommes et les femmes qu'elle a embarqués avec elle. Elle incarne à elle seule tout le service public. Un très grand merci et le meilleur pour la suite. »

Émue avant de sécher quelques larmes et de prendre la parole, Christine Gord a alors cité la phrase de l'une de ses professeurs qui lui avait prédit : « & la Banque de France, tout est possible. Et c'est vrai, je l'ai vécu depuis mon premier poste à Lyon, puis à Toulon où on est passé du franc à l'euro, où il a fallu sécuriser les convois de nouveaux billets entre la Seyne-sur-Mer et La Garde. » Elle a alors évoqué sa

Écrit par le 2 juillet 2026

famille : « Mon mari qui a retrouvé du travail, mes enfants qui se sont fait des copains aux clubs de foot et de voile. » Au gré des mutations, les déménagements ne sont pas toujours faciles pour les ados... À Troyes, puis à Marseille, au cœur du site historique de la Place Estrangin à deux pas de la Préfecture de Région, à Avignon une 1re fois, puis à Orléans à l'époque du Covid où elle a été confinée trois mois avec masque, loin de ses proches. « Quand j'ai pu rentrer à la maison en voiture, personne sur la route, pas un moteur, juste le son des oiseaux et la présence d'animaux sauvages à éviter sur la chaussée. »

De retour dans la Cité des Papes, elle participe aux Journées du Patrimoine en septembre, aux 8 mars et organise par exemple un débat sur la transmission des entreprises aux filles. Elle tisse des liens avec les Vauclusiens et elle compte bien rester ici à l'avenir, à s'engager dans le caritatif, comme à l'APESA, une association qui accompagne la prise en charge de la souffrance aigüe et psychique des patrons en plein burn-out.

**« Au bout de 226 ans d'existence, la Banque de France reste ancrée dans le présent et tournée vers le futur. »**

*Thierry Suquet*

Pour conclure la cérémonie, c'est le préfet qui a pris la parole. Thierry Suquet a souligné le côté « chaleureux » des liens tissés par Christine Gord. « Ensemble, nous avons 'compagnonné' dans la commission de surendettement, la lutte contre la vie chère, le prix des carburants. Nous avons travaillé main dans la main avec les acteurs économiques, les entreprises locales pour échanger nos indicateurs et donner de la visibilité aux investisseurs. Merci pour votre attachement au territoire, vous n'avez pas dématérialisé vos services. Au bout de 226 ans d'existence, la Banque de France reste ancrée dans le présent et tournée vers le futur. »

---

## Épargne en quête de sens, la pierre reprend la main

Ecrit par le 2 juillet 2026



La baisse du taux du **Livret A** agit comme un révélateur : l'épargne des Français, pourtant abondante, peine à trouver du rendement. Dans ce contexte, l'immobilier, notamment dans des territoires accessibles comme le Vaucluse, s'impose de nouveau comme une valeur d'équilibre, conjuguant sécurité, utilité et perspectives de valorisation. Selon la Banque de France et l'Insee (**Institut national de la statistique et des études économiques**), les Français détiennent près de 6 000 milliards d'euros d'épargne, dont une part significative reste peu productive. À elle seule, l'épargne de précaution atteint des sommets : 18,3% du revenu disponible brut en 2025, un niveau inédit hors période de crise.

Mais derrière cette accumulation, une fragilité apparaît. Près de 551 milliards d'euros stagnent sur des comptes courants, sans rendement réel. La récente décollecte du Livret A évaluée à 2,1 milliards d'euros en 2025, confirme un mouvement silencieux : les épargnants s'interrogent, cherchent, et commencent à réorienter leurs choix. L'argent est là, mais il ne travaille plus.

### **Le retour de la pierre comme valeur d'équilibre**

Dans ce paysage, l'immobilier retrouve une place centrale. Non pas comme un placement spéculatif, mais comme un actif tangible, lisible, inscrit dans le temps long. Les analyses convergent : dans un

Ecrit par le 2 juillet 2026

environnement incertain, la 'pierre' conserve son statut de valeur refuge. Elle répond à un double besoin : se loger et investir tout en offrant une visibilité que d'autres placements peinent à garantir.

### **Le Vaucluse, une attractivité qui change la donne**

À distance des grandes métropoles tendues, certains territoires offrent aujourd'hui des opportunités particulièrement lisibles. Le Vaucluse en fait partie. Avec un prix moyen autour de 2 100 le mètre carré, soit très en-deçà des grandes villes françaises, le département se distingue par son accessibilité. À Avignon, comme dans le Luberon, ou autour de Cavaillon, le marché conjugue cadre de vie et potentiel de valorisation.

### **Une attractivité assise sur quelles fondations ?**

Cette attractivité se révèle de par un environnement naturel et patrimonial reconnu, une desserte efficace -notamment via le TGV reliant Paris en moins de 3 heures-, une qualité de vie renforcée par le climat et les paysages. À ces atouts s'ajoute un phénomène structurel : l'essor du télétravail, qui redessine les cartes de l'habitat et favorise les territoires offrant espace et sérénité.

### **Un rendement qui retrouve du sens**

Alors que les placements réglementés peinent à compenser l'inflation, l'investissement immobilier présente un avantage tangible. Dans le Vaucluse, le rendement locatif brut avoisine 5,8%, un niveau significativement supérieur à celui des grandes métropoles. La location saisonnière, portée par l'attractivité touristique, notamment lors du Festival d'Avignon, renforce cette dynamique. À cela s'ajoutent des dispositifs fiscaux favorables, en particulier pour la rénovation de l'ancien. Ainsi, l'immobilier local combine plusieurs vertus : générer des revenus, valoriser un capital, et, enfin, répondre à une demande réelle.

### **Investir, habiter, transmettre : une même trajectoire**

Au fond, le mouvement observé dépasse la seule logique financière. Il traduit une évolution des attentes. Les ménages cherchent à donner du sens à leur épargne, à l'ancrer dans des projets concrets, utiles, durables. Le Vaucluse permet cette convergence : investir ici, c'est aussi choisir un territoire, un mode de vie, une projection dans le temps. Avec des taux d'emprunt encore contenus, au-delà de 3% sur 25 ans, l'accès à la propriété reste à portée pour de nombreux profils.

### **Une dynamique appelée à durer**

À horizon 2030, les perspectives demeurent favorables. Entre attractivité résidentielle, potentiel touristique et rééquilibrage des marchés immobiliers, le Vaucluse s'inscrit dans une trajectoire de consolidation. Ainsi, l'épargne trouve souvent son meilleur sens lorsqu'elle devient un lieu, un projet, une réalité vécue. Et c'est peut-être là, dans cette alliance entre prudence et projection, que se dessine la nouvelle relation des Français à leur patrimoine.

Mireille Hurlin

[Épargne en France et en Vaucluse : confiance fragile, prudence accrue](#)

## Banque de France : la succursale d'Avignon change d'adresse



**La succursale de la Banque de France d'Avignon franchit une nouvelle étape de son évolution. Depuis le 5 mars, l'institution quitte son site historique du 25 de la rue Baruch-de-Spinoza, à Agroparc-Avignon, pour rejoindre des locaux modernisés situés 405 route de l'Aérodrome à Montfavet. Un déménagement en cohérence avec la transformation des modes de travail et dans l'engagement environnemental de l'institution.**

Institution centrale de l'économie française, la [Banque de France](#) poursuit, à Avignon, une mutation discrète mais significative. Installée depuis 2009 au cœur du technopôle d'Agroparc, la succursale vauclusienne a transféré ses activités 406 route de l'Aérodrome à Montfavet, depuis le 5 mars.

### **Le relais de la politique monétaire européenne**

Ecrit par le 2 juillet 2026

Présente dans chaque département, la Banque de France constitue un relais essentiel entre la politique monétaire européenne, les acteurs économiques et les citoyens. Elle assure notamment l'analyse financière des entreprises, l'accompagnement des particuliers en difficulté financière ou encore la médiation du crédit.

« Au service des concitoyens, des dirigeants et des institutionnels, l'ancrage territorial de la Banque de France est réaffirmé », souligne Christine Gord, directrice départementale du Vaucluse.

### **Une adaptation à une nouvelle façon de travailler**

Le déménagement répond d'abord à l'évolution profonde des organisations professionnelles. Télétravail, travail hybride et coopération en réseau ont profondément modifié l'architecture des espaces de travail. Les nouveaux locaux ont été conçus pour accompagner ces transformations. Ils intégreront des espaces collaboratifs, des zones de réunion modulables et des lieux de convivialité, destinés à favoriser les échanges entre agents. L'accueil du public a également été repensé : installé au rez-de-chaussée, il offrira un accès direct et facilité, notamment pour les personnes à mobilité réduite.

### **Réduction de l'empreinte environnementale**

Cette modernisation intervient dans l'adaptation du réseau territorial de la Banque de France aux nouvelles attentes des usagers tout en maintenant une présence de proximité. Le nouveau site répond également aux objectifs climatiques, en cohérence avec l'Accord de Paris sur le climat, visant à l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment, à la réduction de son empreinte environnementale, à l'optimisation énergétique de son parc immobilier, à la limitation des déplacements professionnels ou encore à l'intégration des critères climatiques dans l'analyse financière des entreprises.

Ecrit par le 2 juillet 2026



**Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France de la succursale d'Avignon et Marie-Josée Roig maire d'Avignon avaient posé la 1re pierre du bâtiment en octobre 2007**  
 Copyright Laurent Garcia

### L'ancien bâtiment avait coûté 10M€

Le bâtiment, occupé depuis 2009 dans la zone d'Agroparc, devrait prochainement faire l'objet d'une cession. Comme le prévoit la réglementation, la Ville d'Avignon pourrait exercer un droit de préemption si elle souhaitait intégrer ce site dans un projet urbain ou économique. Construit entre 2007 et 2009, pour un investissement d'un peu plus de 10M€, le site avait été conçu selon une démarche HQE (Haute Qualité Environnementale). L'architecture intégrait notamment une isolation thermique par l'extérieur, un plancher chauffant réversible et un puits canadien destiné à réguler naturellement la température du bâtiment.

### Les chiffres du sur-endettement en Vaucluse

En 2024, la commission de surendettement de la Banque de France a traité 1 165 dossiers de surendettement dans le département de Vaucluse. Ce chiffre représente une hausse d'environ 16% par rapport à 2023 (soit 161 dossiers supplémentaires). Malgré cette progression récente, le niveau reste inférieur à celui observé avant la crise sanitaire de 2019. Dans le détail, près de 93% des ménages

Ecrit par le 2 juillet 2026

concernés sont locataires ou hébergés gratuitement ; 76% sont des employés, ouvriers ou personnes sans activité ; près des trois quarts des dossiers concernent des personnes seules.

### **La Banque de France en Provence-Alpes-Côte d'Azur**

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Banque de France s'appuie sur un réseau de six succursales : à Avignon, Digne-les-Bains, Gap, Marseille, Nice et Toulon, complété par huit bureaux d'accueil et d'information répartis dans la région. Au total, 296 agents y assurent au quotidien des missions de service public auprès des entreprises, des particuliers et des acteurs institutionnels.

### **L'accompagnement des très petites, petites et moyennes entreprises**

L'institution accompagne notamment les entreprises, dans leur analyse financière et leur développement. Elle joue aussi un rôle social essentiel auprès des particuliers : 10 953 dossiers de surendettement ont été traités en 2024 dans la région. La Banque de France contribue également à l'éducation économique et financière du grand public. En 2024, 8 435 personnes ont participé à des actions de sensibilisation destinées à mieux comprendre l'économie et à gérer leurs finances personnelles.

### **Observation et analyse du tissu économique**

Au service des 5,1 millions d'habitants de la région, l'institution observe et analyse l'évolution de l'économie régionale, portée par les services, le tourisme, l'agriculture et l'innovation, avec des pôles majeurs comme Sophia-Antipolis. Elle publie régulièrement ses analyses de conjoncture afin d'éclairer les décisions des acteurs économiques locaux.

### **Les infos pratiques**

Nouvelle adresse de la Banque de France d'Avignon. Depuis le partir du 5 mars 2026. 406 route de l'Aérodrome, Montfavet - CS 50507, 84908 Avignon Cedex 9. Accueil du public : 9h-12h / 13h30-17h. Contact : 3414

**Mireille Hurlin**

---

# **Les patrons vauclusiens ont le moral en baisse malgré l'optimisme mesuré de la Banque de France**

Ecrit par le 2 juillet 2026



« Une économie entre résilience et vulnérabilités », voilà le titre de cette conférence initiée par la directrice départementale de la [Banque de France](#), [Christine Gord](#), ce jeudi 12 février, avec la Conférence économique annuelle en présence d'un parterre de décideurs réunis à la Chapelle Sainte-Praxède, siège de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

[Valérie Coissieux](#), la présidente des artisans qui accueillait la réunion, a rappelé que ce secteur représente « 30 000 entreprises en Vaucluse, 400 000 actifs et 20% du PIB. Mais derrière ces chiffres massifs, il y a une réalité plus fragile que nous devons regarder en face. Nous traversons une zone de fortes turbulences. D'après une enquête menée auprès de 1 700 PME réalisée l'été dernier, 39% des artisans ont vu leur activité diminuer et 56% des chefs d'entreprises estiment que leur niveau d'activité est insuffisant. »

De citer pêle-mêle : « L'inflation qui persiste et la trésorerie qui inquiète avec des délais de paiement de plus en plus longs qui pénalisent artisans et commerçants, en particulier dans le secteur du bâtiment. » La présidente de la CMA 84 a insisté : « L'an dernier en France, 66 000 entreprises ont mis la clé sous la porte. Et 2026, le chiffre risque de progresser. Et les retards de paiement plombent les entreprises. Un retard de plus de 2 mois augmente la probabilité de défaillance de 42%. Il faut renforcer les sanctions et créer un fonds d'affacturage pour protéger la trésorerie des artisans et commerçants. Autre souci, seulement, 10% des entrepreneurs envisagent de recruter un apprenti dans les mois qui viennent, alors que les jeunes sont notre avenir, c'est dire. »

### Une économie qui affiche de la résistance

Place ensuite à Christine Gord pour la Banque de France et sa longue note de conjoncture pour 2025. « Entre l'ampleur du déficit public et les incertitudes politiques, globalement, l'économie demeure résistante en affichant une croissance de +0,9% et peut-être + 1% en 2026. L'inflation s'élève à 0,9% elle

Écrit par le 2 juillet 2026

pourrait augmenter légèrement à 1,2% cette année et 1,7% l'an prochain. »

Elle a passé au crible les différents secteurs. À commencer par la croissance qui devrait se situer autour de +1,2% / +1,4% en Europe et autour de +0,9% / +1% en France, qui ferait bien moins que l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas. Seule la Grèce est en solde positif.

## Un surendettement qui progresse

Depuis 1974 et les « Années Giscard », la France n'a plus jamais retrouvé d'équilibre budgétaire et la dette depuis la Présidentielle de 2017 est passée de 2 191Mds€ à 3 482Mds€ en 2025. Malgré le rapport Draghi qui préconise 800Mds€ d'investissement par an pour enrayer le déclin et le rapport Letta qui plaide pour une meilleure intégration des marchés, le niveau de productivité de la France affaiblit le potentiel de croissance. Quant aux Français, faute de confiance en l'avenir, ils préfèrent épargner que consommer, avec un taux de 18%.

« Grâce à la BCE (Banque Centrale Européenne, présidée par Christine Lagarde), a poursuivi la Directrice, les taux directeurs sont repartis à la baisse et ont évité la récession. 133Mds€ de crédits à l'habitat ont été distribués (+35%), ce qui a permis un redémarrage. Néanmoins, le surendettement progresse, +8,4% en Vaucluse (1165 dossiers) et +9,8% en France (148 014 dossiers). »

**« On ne veut pas de mal aux patrons, au contraire, on est là pour les aider. »**

*Gérard Arnault*

Place ensuite à Gérard Arnault, l'ancien président du Tribunal de Commerce d'Avignon devenu TEA (Tribunal des Activités Économiques). « Nous avons eu 749 ouvertures de procédures collectives (+5,2%), 313 redressements judiciaires (+4,7%) et 406 liquidations (+11,2%). Mais il faut que les patrons anticipent les problèmes, qu'ils viennent nous voir, on ne leur veut pas de mal, au contraire. On est là pour les aider à étaler leur dette, pérenniser leur entreprise. En plus nos échanges sont confidentiels. »

## Certains secteurs s'en sortent mieux que d'autres

Christine Gord a repris la parole pour évoquer une enquête auprès de 1 542 entreprises de la Région Sud qui représentent 191 843 salariés et un chiffre d'affaires de 44Mds€. Elles représentent pour 42% l'industrie, pour 25% la construction et pour 22% les services. « À l'exception du BTP (-1,1%), les effectifs progressent et le CA aussi (+4% l'industrie, +2,2 les services et +1,1% la construction). Stabilité aussi de la rentabilité. »

Il existe aussi 7% de PME régionales (17 100) tournées vers l'international avec un CA de 77Mds€, ce qui

Ecrit par le 2 juillet 2026

fait de Provence-Alpes-côte d'Azur la 4e région exportatrice de France, notamment grâce à l'industrie chimique, aux huiles essentielles et au vin avec comme destinations l'Union Européenne (39%), les USA (8%) et les Pays du Maghreb (7%).

## Un chiffre d'affaires qui progresse en Vaucluse

Chiffres sur lesquels est revenu le directeur départemental des Finances Publiques, [Michel Laffitte](#). « En 2024, la Région a vu le CA progresser de +5,4% (notamment grâce aux transports et à une entreprise qu'il n'a pas citée mais qui pourrait être la CMA-CGM...) pendant que le Vaucluse régressait à -1,1%. » Mais en 2025, performance des Vauclusiens, +3,4% devant la Drôme (+3%) et le Gard (+2,7%), avec en tête le commerce (43%), puis l'industrie manufacturière, notamment l'agro-alimentaire (19%), la construction (10%), les transports (6%) et enfin l'hôtellerie, la restauration, le tourisme (3%).

Quant à l'évolution des investissements, la tendance est à la hausse, +6,4% en 2025 en Vaucluse, face à +1,2% pour la Drôme et -2,2% pour le Gard. Le meilleur chiffre mis en valeur par Michel Laffitte étant celui du commerce extérieur de Vaucluse, +11,6%, soit 1,9Mds€, ce qui apporte un peu d'espoir dans cette morosité ambiante. Il a aussi parlé des délais de paiement « préoccupants » et évoqué la facturation électronique qui va entrer en vigueur dès septembre qui va diminuer les coûts et accélérer le paiement des factures.

### « Sur le terrain, la situation se dégrade »

Pour [Denis Duchêne](#), vice-président de la [CPME 84](#), « heureusement il y a eu le dispositif Jeanbrun pour l'investissement locatif collectif, la rénovation et la transition énergétiques, le maintien du Pacte Dutreil indispensable à la transmission des TPE-PME familiales, malgré son durcissement. En revanche, nous attendons toujours une clarification du régime fiscal des auto-entrepreneurs, essentielle pour sécuriser les parcours de création sans générer de concurrence déloyale. »

### « Chaque embauche est un risque pour nos entreprises »

*Denis Duchêne*

Il a précisé : « Sur le terrain, la situation se dégrade, +5,48% procédures collectives, coût du travail toujours trop élevé, emploi toujours en recul avec 3,35M de demandeurs d'emplois en catégorie A. Chaque embauche est un risque pour nos entreprises. À l'approche des élections, j'appelle les candidats à placer l'entreprise, l'emploi, l'attractivité du territoire au cœur de leurs priorités et je rappelle l'importance stratégique de la DSP de l'aéroport d'Avignon Provence pour le développement économique local. » Denis Duchêne a conclu : « Vous pouvez compter sur la résilience, l'énergie et la ténacité des chefs d'entreprise. La CPME restera pleinement mobilisée en 2026 et au-delà. »

Écrit par le 2 juillet 2026

## Les chantiers de BTP en net recul

Au nom de la [CAPEB](#) (les artisans du BTP), [Philippe Herzog](#), patron de la plomberie Herzog, créée en 1944, a évoqué des bilans négatifs depuis des mois voire des trimestres dans ce secteur. « Ni amélioration, ni rebond. Dans notre département, les entreprises artisanales représentent 99% des entreprises du bâtiment, elles génèrent près de 2Mds€. Mais les mises en chantier subissent un net recul (30%) et les réservations de logements neufs aussi, -26,7%. Tassement également pour les rénovations avec des coups de rabot sur les aides, la Prime Rénov interrompue avant d'être relancée. Les matières premières chez Saint-Gobain et Point P ont flambé de +5 à +7%. Peut-on en dire autant des revenus des ménages? Les défaillances ont bondi de +22,9% au 2e trimestre 2025. Malgré tout je garde espoir qu'après la crise, on revienne à la normale. »

Enfin Daniel Léonard, le président de [Fédération du BTP 84](#) qui a présenté [ses vœux dans les locaux flambant-neufs](#) de la Fédération à Agroparc a répété les tendances négatives : -30% de chantiers, -4,2% de salariés, départs à la retraite non compensés. Avec les élections, un an avant les commandes ont été gelées et maintenant il faut attendre le résultat des scrutins dans les communes et les communautés d'agglomération, ce qui va encore prendre un an... donc peu de visibilité avant longtemps. » Heureusement, sont en cours les chantiers du Conseil Départemental au Carrefour de Bonpas, à Orange avec la déviation de la RN7 et la création du Pôle Patrimoine Memento qui donnent du travail aux salariés du BTP.

Avant de clore cette Conférence économique, alors que se succèdent les crises (COVID, guerre en Ukraine, aléas climatiques, flambée du coût de l'énergie et des matières premières, inflation, montée du chômage...) les différents intervenants ont évoqué le stress des entrepreneurs, la dépression des uns, le burn-out des autres et ils ont tous mis en avant le travail bienveillant et humain d'APESA (Aide Psychologique aux Entrepreneurs en Souffrance Aiguë). Un dispositif gratuit et confidentiel qui leur tend la main. Il repose sur des psychologues et des sentinelles qui détectent les situations de souffrance et prennent en charge les patrons épuisés, au bord du gouffre, pour leur éviter le pire.

---

## Épargne réglementée : les rendements des Livret A et du LEP reculent

Ecrit par le 2 juillet 2026



**À compter du 1<sup>er</sup> février 2026, les taux du [Livret A](#) et du [livret d'épargne populaire \(LEP\)](#) seront abaissés respectivement à 1,5% et 2,5%. Une décision actée par le ministère de l'Économie et des Finances, sur recommandation de la Banque de France, dans un contexte d'inflation en reflux et de normalisation progressive des taux d'intérêt.**

La nouvelle est officielle : après plusieurs mois de stabilité relative, les principaux produits d'épargne réglementée verront leur rémunération diminuer au cœur de l'hiver. Le taux annuel du Livret A, fixé à 1,7 % depuis août 2025, passera à 1,5%, tandis que celui du LEP reculera de 2,7% à 2,5%. Une évolution conforme aux mécanismes de calcul en vigueur, mais qui n'est pas sans conséquence pour des millions d'épargnants.

### **Une baisse dictée par la mécanique réglementaire**

Les taux des livrets réglementés sont révisés deux fois par an, selon une formule prenant en compte l'évolution de l'inflation hors tabac et la moyenne des taux interbancaires de la zone euro. Or, la décrue progressive des prix à la consommation observée depuis plusieurs trimestres a mécaniquement pesé sur les rendements servis. En 2025 déjà, les détenteurs de Livret A et de LEP avaient encaissé deux

Ecrit par le 2 juillet 2026

ajustements à la baisse, en février puis en août. La décision annoncée pour février 2026 s'inscrit donc dans une tendance de fond, marquée par la sortie progressive de la séquence inflationniste post-crises.

### **Le LEP, toujours favorisé**

Si le mouvement est général, le LEP continue toutefois de bénéficier d'un traitement spécifique. Son taux, qui aurait dû s'établir à 1,9% selon la formule stricte, a été rehaussé à 2,5 % grâce à un 'coup de pouce' accordé par les pouvoirs publics. Le gouverneur de la Banque de France l'a rappelé : ce produit reste 'le véritable support de l'épargne populaire', réservé aux ménages aux revenus modestes et conçu pour protéger leur pouvoir d'achat. Cette bonification illustre la volonté de l'État de préserver un différentiel attractif entre le LEP et le Livret A, afin d'inciter les épargnants éligibles à privilégier ce placement.

### **Un impact élargi à l'ensemble de l'épargne réglementée**

La baisse du Livret A entraîne dans son sillage celle du livret de développement durable et solidaire (LDDS), dont la rémunération est alignée sur celle du produit phare. Lui aussi affichera donc 1,5% à compter du 1<sup>er</sup> février. Au-delà des particuliers, cette évolution concerne indirectement le financement du logement social et des politiques publiques, largement adossé à la collecte du Livret A. Un rendement plus faible peut freiner la collecte, tout en allégeant le coût des ressources pour les organismes emprunteurs.

### **Entre sécurité et rendement**

Produits liquides, garantis par l'État et exonérés d'impôt sur le revenu, le Livret A et le LEP demeurent des valeurs refuges pour l'épargne de précaution. Cependant leur rendement réel, une fois l'inflation prise en compte, reste limité. Pour les épargnants, la baisse annoncée invite à un arbitrage renouvelé : conserver ces livrets pour leur sécurité et leur disponibilité, ou diversifier davantage leurs placements afin de préserver, autant que possible, le pouvoir d'achat de leur épargne.

Mireille Hurlin

---

## **Banque de France, quels chiffres du surendettement en Vaucluse ?**

Ecrit par le 2 juillet 2026



**La Banque de France, dans son rapport d'activité de la commission de surendettement de Vaucluse a divulgué les chiffres 2024. Le surendettement en Vaucluse accuse une hausse de 16%. Celle-ci était de 18% en 2023.**

La Commission de surendettement observe la poursuite d'une hausse notable de 16% des dépôts et re-dépôts de dossiers après la hausse de 18% de l'an dernier. Une progression marquée, au regard de la moyenne française qui est de 10,8%. Ainsi, 247 dossiers sont traités pour 100 000 habitants vauclusiens.

### Les re-dépôts

Le taux de re-dépôt poursuit sa baisse passant de 34,7% à 29,2%, soit une baisse de 8,2% en deux ans. C'est un taux inférieur au taux national qui est de 35,9% et régional de 31,3% qui s'infléchissent également.

### L'endettement médian hors immobilier

L'endettement médian -hors immobilier-, en Vaucluse, progresse légèrement et atteint 18 448€ contre 18 388€ en 2023, tout en se maintenant sous l'endettement médian régional en légère hausse, passant de 19 830€ à 19 302€ mais placé au-dessus de l'endettement médian national de 17 447€, chiffre qui était de 16 898€ en 2023.

### Moins de 1 000 dossiers déclarés recevables

Près de 991 dossiers ont été déclarés recevables par la commission, chiffre en augmentation de 14,7%. Près de 89 ont été déclarés irrecevables, chiffre en hausse de 19%, tout en représentant, comme en 2023, 9,3% des dossiers traités. Ce taux est légèrement inférieur au taux régional en progression de 8,1% à 9,5% mais supérieur au taux national de 7,8%. Près de 59% des dossiers irrecevables l'ont été pour motif

Ecrit par le 2 juillet 2026

d'inéligibilité.

### **L'insolvabilité**

La part de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et une absence de bien immobilier est en légère hausse passant de 45% à 46,8%, ce qui situe le Vaucluse au-dessus du taux régional de 44,5% après 44,7%.

### **Les dossiers de réaménagement de dette**

Les dossiers déclarés recevables ont été orientés à 54,9% vers un réaménagement de dettes : 58,2% en 2023 et 44,8% vers un rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire à 37,4% en 2023. En Provence-Alpes-Côte d'Azur les rétablissements personnels sont passés de 35,7% à 42,1%.

### **Conciliations, effacement des dettes**

La proportion des dossiers orientés vers des mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement baisse légèrement passant de 40,3% à 39,6%, taux inférieur au taux régional également en baisse de 42,9% à 41,8%.

**Source : banque de France de Vaucluse.**

Texte choisi et mis en ligne par Mireille Hurlin

---

## **Vaucluse : le surendettement des ménages en hausse en 2024**

Ecrit par le 2 juillet 2026



**La commission de surendettement de Vaucluse s'est réunie en séance plénière ce mercredi 5 mars dans les locaux de la Banque de France à Avignon, présidée par le préfet [Thierry Suquet](#) et avec comme secrétaire [Christine Gord](#), directrice départementale de la Banque de France. L'occasion de faire un bilan de l'année 2024 dans le département.**








1165, c'est le nombre de dossiers de surendettement traités en 2024 en Vaucluse. Si ce chiffre est en hausse de +16% (soit 161 dossiers supplémentaires) par rapport à 2023, il reste tout de même en-dessous de celui de 2019 (-7,8%), c'est-à-dire avant la pandémie de Covid-19. C'est le bilan annoncé par Thierry Suquet et Christine Gord à l'issue de la séance plénière de la commission de surendettement de Vaucluse. Cette commission a lieu deux fois par mois et se réunit une fois par an en formation plénière. « C'est un rendez-vous important où sont revus dans le cadre du traitement des dossiers de surendettement, les règlements intérieurs, les évolutions des barèmes, où on dresse aussi tout un bilan de l'activité et où on essaye de voir quelle est la typologie de ces personnes en difficulté financière », explique la directrice départementale de la Banque de France.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Pour cette séance plénière étaient aussi présents [Sébastien Maggi](#), secrétaire général adjoint de la préfecture de Vaucluse, et [Michel Laffitte](#), directeur départemental des Finances Publiques de Vaucluse. L'occasion de dresser un bilan de l'année 2024 et d'afficher les perspectives pour 2025. « On a eu, à l'été 2024, une forte progression des dossiers de surendettement qui s'est quand même endiguée ces derniers mois, affirme Christine Gord. En 2025, on entrevoit plutôt une stabilité, en tout cas une décélération. On le voit déjà sur les deux premiers mois de l'année. »

### Qui sont les plus touchés par le surendettement ?

Si les profils des personnes surendettées en 2024 dans le Vaucluse sont assez variés, certains représentent une grosse part des dossiers examinés par la commission, notamment les ménages locataires ou hébergés gratuitement (93%), les employés, ouvriers et personnes sans activité professionnelle (76%), ou encore les ménages composés de personnes seules avec ou sans enfants (74,8%).

	Vaucluse		France métropolitaine	
	Surendettés	Pop. totale	Surendettés	Pop. totale
 Part des femmes	53,9	52,9	54,6	52,3
 Part des ménages composés de personnes seules avec ou sans enfants	<u>74,8</u>	46,8	72,3	47,1
 Part des personnes divorcées, séparées, célibataires ou veuves	59,7	ND	56,6	ND
 Part des personnes âgées de 35 à 54 ans	44,0	32,3	47,0	32,8
 Part des ménages locataires ou hébergés gratuitement	<u>93,0</u>	44,3	91,6	42,4
 Part des chômeurs	24,0	8,3	25,2	7,0
 Part des employés, ouvriers et personnes sans activité professionnelle	<u>76,0</u>	45,3	79,6	44,3

BDF-RESTREINT

Source : Banque de France, 2024 ; Insee, 2020

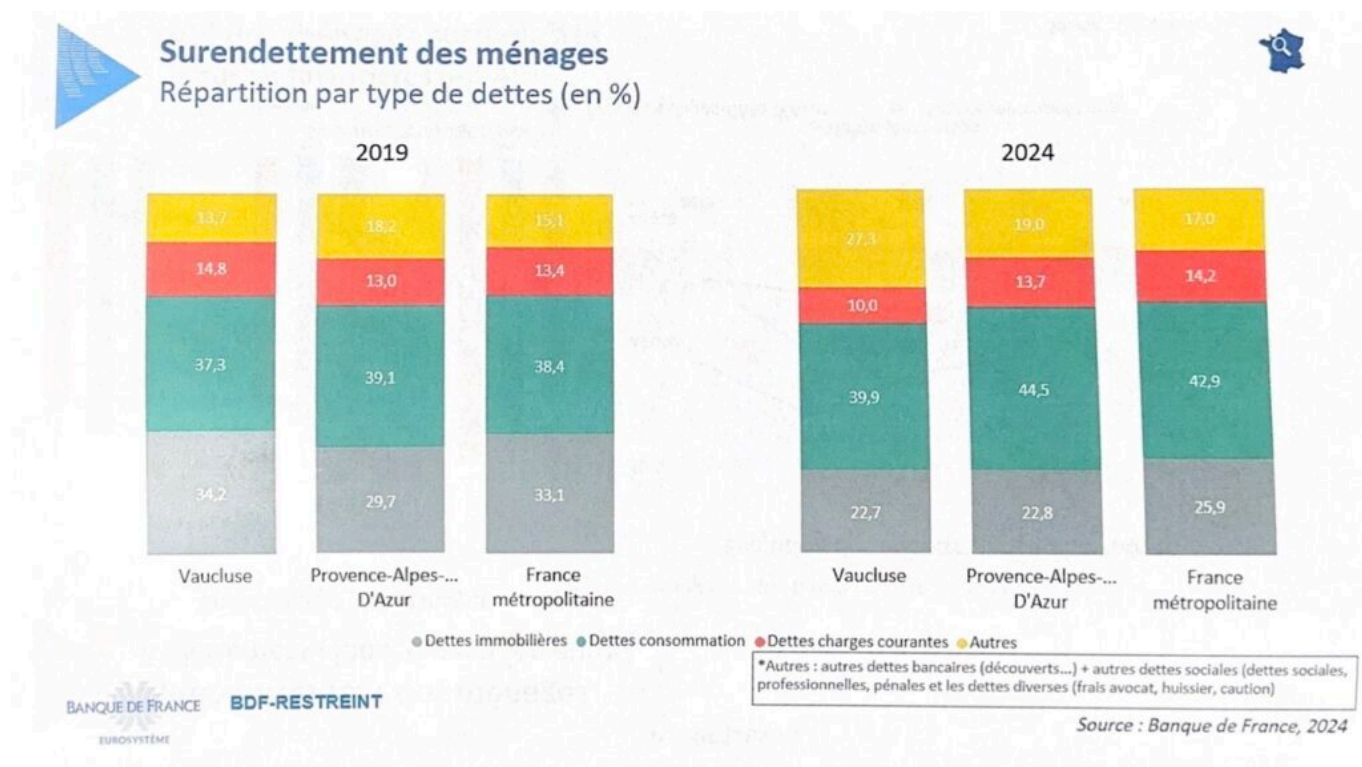
©Banque de France - Insee

« La commission de surendettement est très importante, c'est un dispositif ancien qui permet le suivi individuel des particuliers qui sont dans des situations financières difficiles liées à l'endettement et sur lesquelles la commission fait des propositions de plans qui vont permettre d'obtenir des réponses à ces situations difficiles, ajoute Thierry Suquet. Donc c'est un outil de lutte contre la précarité, de lutte contre l'exclusion et de solidarité. »

Ecrit par le 2 juillet 2026

## À quel type de dette sont confrontés les Vauclusiens ?

Sur les plus de 1000 dossiers traités dans le département en 2024, la plus grosse part représente des dettes de consommation (39,9%) et des dettes bancaires et/ou sociales (27,3%). Des chiffres qui sont plus ou moins similaires à ceux de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et ceux au niveau national.



©Banque de France

Ces surendettements peuvent aussi survenir à cause de nombreux autres facteurs tels que les accidents de la vie, les difficultés face à l'emploi, les séparations au sein des ménages, ou encore les maladies, etc.

## L'accompagnement des surendettés

La commission, qui se veut un dispositif inclusif et de lutte contre la pauvreté, représentable un véritable accompagnement pour les ménages surendettés. « Le travail de la commission fonctionne parce qu'on s'appuie sur des dispositifs de bonne gestion budgétaire proposés par des conseillers en économie sociale et familiale et sur un réseau qui démarre avec les travailleurs sociaux du département, de la CAF ou d'autres organisations qui permettent de présenter le dossier, d'accompagner la démarche des particuliers et puis qui repose aussi sur des formes d'insertion et d'accompagnement derrière », explique le préfet.

Ecrit par le 2 juillet 2026

« L'objectif du traitement du surendettement, c'est de redonner une seconde chance. »

*Christine Gord*

Ainsi, les surendettés se voient offrir une seconde chance, voire plusieurs chances, en étant le plus possible accompagnés par des travailleurs sociaux, en retrouvant du travail, les moyens de se loger, de se nourrir et de pouvoir retrouver un rythme de vie normal avec des dépenses raisonnables.

### **L'éducation financière, un pilier de la lutte contre le surendettement**

En 2024, la Banque de France a accompagné près de 2 millions de particuliers sur un sujet d'inclusion financière à travers ses succursales, ses bureaux d'accueil et d'information, sur son site, via email ou téléphone. En Vaucluse, 1100 personnes ont été informées et formées à l'éducation financière au cours de l'année, mais aussi près de 260 travailleurs sociaux, au travers d'ateliers de formation, de webinaires, et de diverses actions en partenariat avec France Travail, la SAS (Structure d'accompagnement vers la sortie) de la prison du Pontet, le CRIA (Centre Ressources Illettrisme et Analphabétisme) d'Avignon, ou encore les EDES (Espaces Départementaux des Solidarités).

« Savoir gérer un budget, on devrait commencer cet apprentissage très jeune », insiste Christine Gord. La Banque de France est aussi intervenue dans plusieurs établissements scolaires en 2024 afin de sensibiliser les lycéens notamment à l'éducation financière. « Il faut aussi préparer un peu les esprits à la recherche indispensable de ces équilibres budgétaires, savoir qu'un crédit ça a un coût, qu'un crédit ça se rembourse, etc », ajoute-t-elle.

En 2025, de nombreuses actions de communication et d'informations sont d'ores et déjà programmées par la Banque de France en Vaucluse qui compte former et sensibiliser plus de 260 intervenants sociaux, une cinquantaine de professeurs, ainsi que près de 30 accompagnateurs d'entreprise. Des moments forts sont prévus comme la Semaine de l'éducation financière, dès ce mois de mars, du 17 au 23, avec l'EDES d'Orange ou encore la Semaine de l'illettrisme en septembre avec France Travail. Tout ces efforts devraient permettre à la courbe de surendettement de se stabiliser cette année dans le département, ou au mieux, de décélérer.

---

## **Banque de France : Continuer à avancer**

Ecrit par le 2 juillet 2026

# malgré les incertitudes



Maintenir le cap, ne pas baisser les bras, garder confiance, la Banque de France de Vaucluse veut avancer même si les incertitudes persistent.

[Christine Gord](#), la directrice départementale de la Banque de France, le souligne lors de la conférence économique 2025 qui vient de se tenir à Avignon : « La visibilité est réduite. Les prévisions de croissance chiffrées à +1,1% en 2024, sont estimées à +0,9% en France et l'inflation devrait être contenue au-dessous de 2%, avec +1,6%. Mais l'augmentation des prix s'est quand même envolée de +20% ces dernières années et forcément les ménages et les entreprises en ont souffert. Le taux de chômage a progressé et devrait atteindre 7,8% avant de redescendre en 2027. Dans un monde politique et économique aussi anxiogène les particuliers préfèrent épargner plutôt que consommer ou investir ».

## Progression du surendettement en Vaucluse

La directrice départementale de la Banque de France continue de commenter le baromètre : « Entre 2023 et 2024, les crédits à l'habitat avaient plongé de -14,35%, mais on note qu'entre juillet et décembre dernier, ils ont progressé de 203M€ en Vaucluse. En revanche, le pourcentage de surendettement progresse chez nous de +16% alors qu'il est de +13,3% en Provence Alpes Côte d'Azur et de +10,8% en France ».

Ecrit par le 2 juillet 2026

## Résilience des entreprises

Du côté des entreprises, une enquête a été réalisée dans la région auprès d'un millier de dirigeants qui emploient 165 800 salariés et réalisent un chiffre d'affaires de 35 milliards d'euros. « Entre la dissolution, l'absence de gouvernement, le changement de premier ministre en quelques semaines, l'absence de cap, l'incertitude demeure. Les volumes d'affaires et les effectifs sont globalement maintenus, notamment grâce à l'export qui dope la croissance dans l'industrie, l'agro-alimentaire, la viticulture et la chimie. Mais le secteur des équipements électriques recule et ses investissements marquent le pas avec un taux de -23%. Autre secteur en berne : l'intérim quel que soit le secteur, -11,5% par exemple dans l'industrie, seule l'hôtellerie-restauration y échappe avec un chiffre d'affaires en hausse de +6,2%, pendant que la logistique et les transports souffrent eux aussi (-0,5% d'évolution du CA).



Daniel Léonard, président de la Fédération du BTP 84, et Christine Gord, directrice départementale de la Banque de France.

« La crise continue avec 29% de constructions en moins. »

*Daniel Léonard, président de la Fédération du BTP 84*

Tout un pan de l'économie continue à se fissurer : la construction et les travaux publics. Daniel Léonard, président de [la Fédération du BTP 84](http://www.federation-btp84.com) prend la parole : « La crise continue avec 29% de constructions en moins, moins 18% d'appel d'offres, des matières premières qui ont flambé de +20%. Nous ne pouvons plus investir mais nous faisons tout pour sauver les emplois et les entreprises du bâtiment. »

Les graphiques de la Banque de France montrent ce net repli avec -8,8% d'effectifs dans le second

Ecrit par le 2 juillet 2026

œuvre, -6,2% dans la construction et le gros œuvre. Toutefois, les dirigeants ne baissent pas les bras, ils espèrent améliorer leurs carnets de commandes avec 44% d'entre eux qui tablent sur une situation stable dans les mois qui viennent.

### Le nombre de liquidations judiciaires a baissé l'an dernier

Enfin, Gérard Arnault, qui a présidé pendant 8 ans le Tribunal de Commerce d'Avignon [devenu depuis le 1er janvier Tribunal d'activités économiques TAE](#) parle des défaillances en France : plus de 66 000 en France, 6 764 dans la Région Sud avec un taux de +14,9% alors qu'en Occitanie il est de +13,6% et en Corse de +12,2%. « Mieux vaut prévenir que guérir. Plus tôt les patrons en difficulté font appel à nous, plus vite ils peuvent être guéris, c'est à dire sauver leur entreprise et leurs salariés. En Vaucluse, les entretiens prévention ont explosé de 116 en 2019 à 309 l'an dernier, les liquidations judiciaires ont baissé de -3,9% l'an dernier, du coup, on a réussi à sauver davantage d'emplois. »



Gérard Arnault, ancien président du Tribunal de commerce d'Avignon et la Christine Gord.

### Des trésoreries à surveiller

Après la parenthèse enchantée des Jeux Olympiques et Paralympiques qui ont contribué à la progression de + 1/4 de point de croissance au 3<sup>e</sup> trimestre en France, l'activité risque de tourner au ralenti en 2025. Certes l'inflation pourrait continuer à refluer, mais les chefs d'entreprises sont souvent frappés de plein fouet par des factures impayées ou des délais de paiement rallongés : 18% sont payés 60 jours plus tard, ce qui met en péril la trésorerie et réduit à néant leur envie d'embaucher avec des lendemains aussi incertains.

Ecrit par le 2 juillet 2026

## Rentrée économique en Vaucluse : 'Ne pas baisser les bras malgré les incertitudes'



**Entre récession, ralentissement, reflux et résilience.... Plutôt morose la situation économique du Vaucluse en septembre. Après la parenthèse enchantée des Jeux Olympiques, la Banque de France, la Chambre de métiers et de l'artisanat, la fédération du BTP 84, la direction départementale des Finances publiques ou bien encore la CPME 84 se sont réunis à la chapelle Saint-Praxède à Avignon, siège de la Chambre des métiers pour évoquer la rentrée économique en Vaucluse.**

C'est d'abord [Christine Gord](#), la directrice de la banque de France de Vaucluse qui a longuement pris la parole de cette réunion de rentrée placée sous le thème 'Entre attentisme et incertitudes' : « L'environnement économique s'éclaircit, mais des zones d'ombre persistent. Même si la croissance du

Ecrit par le 2 juillet 2026

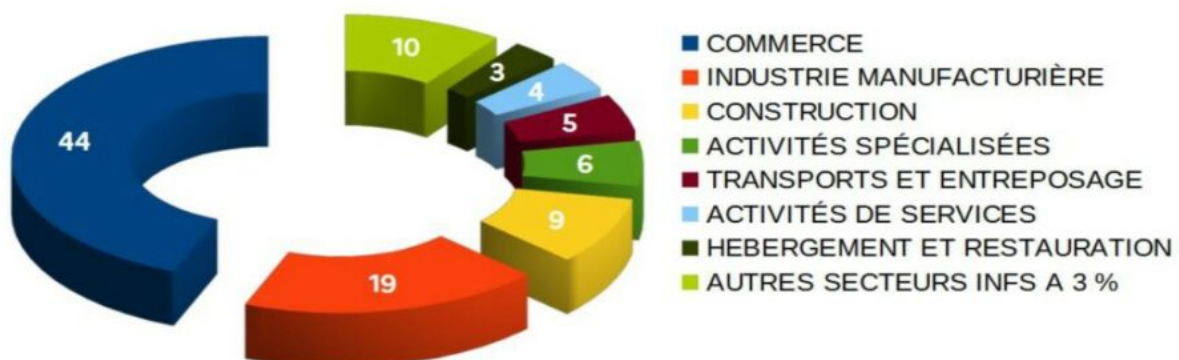
PIB en France est un peu plus soutenue que prévue (+1,1%) et que l'inflation ralentit (+2,1% en juin 2024). Mais elle atteint quand même +6% pour l'énergie, +5% pour les services, +3,7% pour les produits manufacturés et +2,5% pour l'alimentation ».

« Même s'ils ont plus progressé que l'inflation, les salaires n'ont pas compensé les pertes cumulées en 2022 et 2023. »

*Christine Gord, directrice de la banque de France de Vaucluse*

Elle poursuit : « Les taux de la BCE (Banque centrale européenne) sont en légère diminution (3,5%) et nous devons éviter la spirale infernale taux/salaires, d'autant plus que même s'ils ont plus progressé que l'inflation, les salaires n'ont pas compensé les pertes cumulées en 2022 et 2023. »

#### % REPARTITION CHIFFRE D'AFFAIRES VAUCLUSE 1ER SEMESTRE 2024



Avec une France cumulant 3 600 milliards d'euros de dettes, les Français ont préféré l'épargne à la consommation. Elle est ainsi passée de 17,08% au premier trimestre à 17,90% en septembre. Par ailleurs, le surendettement des ménages grimpe de 20% en Vaucluse (664 dossiers déposés en août 2023, 799, un an plus tard). Résultat : le secteur de la construction est sous tension. Daniel Léonard, le Président de [la Fédération du bâtiment et des travaux publics de Vaucluse](https://www.federation-batiment-vaucluse.com/) y reviendra un peu plus tard, à la tribune.

Ecrit par le 2 juillet 2026

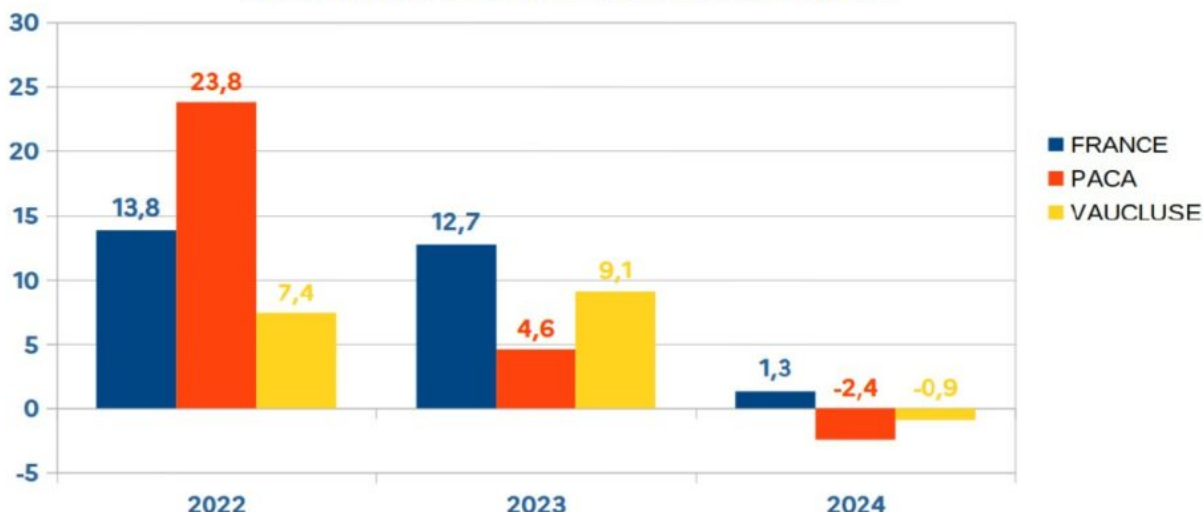
VAUCLUSE	2020	2021	2022	2023	2024	2024/2023
Ouvertures Procédure Collective	238	232	331	403	464	15,1%
Dont sauvegarde	2	2	4	4	7	75,0%
Dont Redressement Judiciaire	60	76	118	144	197	36,8%
Dont Liquidation Judiciaire	161	135	199	240	244	1,7%
Dont résolution de plan	15	19	10	15	16	6,7%
% LJ	67,6%	58,2%	60,1%	59,6%	52,6%	
Dont Saisines Parquet	14	38	74	105	73	-43,8%

### Procédures de défaillances en Vaucluse.

La directrice départementale de la Banque de France, évoquera également le chiffre d'affaires de la Région Sud, 127Mds€ pour 525 702 effectifs, avec en tête le commerce (34%), puis les services (30%), l'industrie (24%) et la construction (12%). Et pour les effectifs, ce sont les services qui cumulent le plus d'emplois (58%), suivis du commerce (16%), de l'industrie (15%) et du BTP (11%). Elle a aussi précisé que c'est chez nous dans la Région Sud (+12,9 jours de retard), comme en Ile-de-France (+17,4 jours) et dans les Hauts-de-France (+12,6 jours) que la trésorerie des entreprises est la plus tendue à cause des retards de paiement de qui les pénalise. Mais elle a conclu que, « Globalement, selon un questionnaire auquel ont répondu des centaines de chefs d'entreprises, ils restent plutôt confiants en l'avenir et optimistes, avec des perspectives étonnamment encourageantes ».

## EVOLUTION % DU CHIFFRE D'AFFAIRES

% EVOLUTION : CUMUL ANNUEL GLISSANT DU 01/07/N-1 AU 30/06/N COMPARE A CUMUL ANNUEL GLISSANT N-1 DU 01/07/N-2 AU 30/06/N-1



### Une défaillance pour 4 créations

Après elle, c'est Olivier Borel qui, représentant Tribunal de commerce d'Avignon, a pris la parole pour

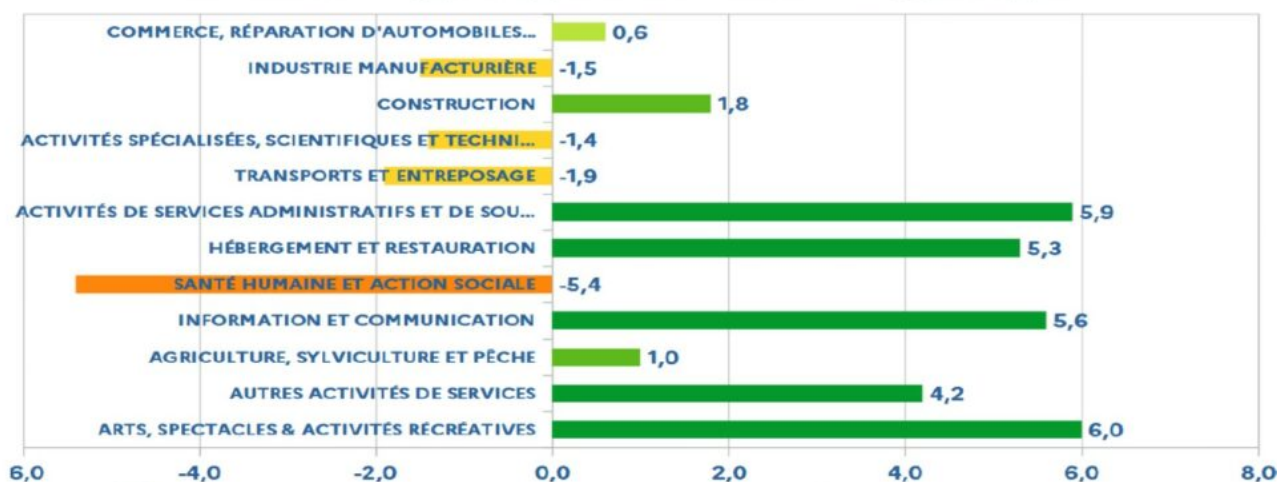
Ecrit par le 2 juillet 2026

évoquer les chiffres du. « En gros, on recense une défaillance pour 4 créations d'entreprises. L'an dernier, en Provence-Alpes-Côte d'Azur il y a eu 25 840 sociétés nouvelles pour 5 828 radiations. Dès que des difficultés apparaissent, il faut absolument que les patrons se rapprochent de nous. Plus ils attendent, plus leur situation risque de s'aggraver. Nous sommes là pour les aider, les accompagner, les protéger, les sortir de l'impasse. C'est gratuit, on les écoute et on les oriente si possible vers des procédures amiables. »

En 2023, 23% des défaillances ont concerné le BTP, 21% le commerce et la réparation automobile et 15% l'hébergement et la restauration. Il y a eu +22% de procédures en Vaucluse (38 403) dont 43% ont débouché sur un redressement judiciaire et 17% sur une liquidation. Mais le taux de conciliation lui, a été de 81%.

### EVOLUTION % CHIFFRES D'AFFAIRES VAUCLUSE PAR SECTEUR

CUMUL ANNUEL GLISSANT DU 01/07/2023 AU 30/06/2024 COMPARE A CUMUL ANNUEL GLISSANT 01/07/2022 AU 30/06/2023



[Michel Laffitte](#), le Directeur départemental des Finances Publiques de Vaucluse est intervenu brièvement mais fermement pour déclarer : « La situation n'est pas bonne sur les 12 derniers mois. Le chiffre d'affaires a progressé de +1,3 en France, a reculé de - 2,4 en Provence-Alpes-Côte d'Azur et de 0,9 en Vaucluse. » Par secteur, ce sont surtout les arts et spectacles avec les festivals (6%), qui nous sauvent, l'information et la communication (5,6%), le tourisme avec l'hébergement et la restauration (5,3%), et l'agriculture, en particulier le négoce du vin (1%). Alors que la santé et l'action sociale plongent à -5,4% et le transport et l'entreposage à -1,9%.

Ecrit par le 2 juillet 2026



De gauche à droite : [Michel Laffitte](#), directeur départemental des Finances Publiques, Olivier Borel, représentant le Tribunal de commerce d'Avignon, [Christine Gord](#), directrice de la banque de France de Vaucluse, [Bernard Vergier](#) et [Denis Duchêne](#) respectivement président et vice-président de la CPME 84.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Le monde économique réuni lors de cette présentation de la banque de France

Ecrit par le 2 juillet 2026



Daniel Léonard, président de [la Fédération du bâtiment et des travaux publics de Vaucluse](#)

### **Le BTP veut garder l'espoir**

C'est alors que Daniel Léonard, le président de la Fédération du BTP 84 a conclu la séance avec une série

Ecrit par le 2 juillet 2026

de chiffres en baisse : -12,9% de construction de logements neufs, -6% d'activité dans les travaux publics, - 16% d'appels d'offres. Mais « Il faut garder l'espoir, le moral. Les prêts à taux zéro ont progressé de 28%, la production de béton prêt à l'emploi a augmenté de 3% (371 740m<sup>3</sup>), le montant des appels d'offres travaux a grimpé de +6,9% (soit 690M€). Donc ne baissons pas les bras, continuons à former des jeunes, à transmettre nos métiers. Nous réhabilitons des logements anciens, nous faisons de la rénovation thermique pour que les appartements et les maisons ne soient plus des passoires, nous travaillons aussi sur les conduites et canalisations d'eau avec les grands donneurs d'ordres (Veolia, Suez) pour qu'il y ait moins de fuites. En ce moment il y a le chantier de la future prison d'Entraigues, de la déviation de la Nationale 7 à Orange, du réaménagement du carrefour de Bonpas. Que les élus des mairies, des communautés de communes et du département de Vaucluse continuent à nous faire confiance. Nos concitoyens ont besoin d'un toit, de crèches, d'écoles, de collèges, de lycées pour leurs enfants, de commerces, de lieux de culture et de loisirs, de routes. Nous n'avons pas le droit d'être pessimistes ».

**% EVOLUTION COMMERCE EXTERIEUR**  
Evolution en % des exportations et livraisons intra-communautaires  
du 01/07/23 au 30/06/24 à la période du 01/07/22 au 30/06/23



### La CPME martèle son appel à la confiance

Même volonté d'optimisme pour [Bernard Vergier](#), le président de la [CPME de Vaucluse](#) qui, à l'image de [la rentrée de la première confédération patronale du département](#), martèle son message d'appel à la confiance : « Nous souhaitons que la nomination du premier ministre puisse amener de la stabilité et de la visibilité pour nos entreprises afin de faire face à leurs inquiétudes grandissantes, à des carnets de commande en baisse, des investissements suspendus, des défaillances d'entreprise en hausse ou bien au dérapage incontrôlé des finances publiques. »

Ecrit par le 2 juillet 2026

Et fort de son millier d'adhérents, Bernard Vergier appelle ainsi de ses vœux « une plus grande simplification administrative, une réforme de l'action publique et un soutien à la croissance économique. »